

DOLLAR
74,27 \$ US
+0,0124

OR
381,90 \$ US
+1,80

ARGENT
6,790 \$
-0,022

MONTRÉAL
2732,43
+11,03

TORONTO
5518,08
+25,48

NEW YORK
6090,87
-3,36

QUESTIONS D'ARGENT

87 millions \$ offerts à Bombardier

DORVAL (PC) — La société Bombardier est assurée d'obtenir une contribution fédérale de 87 millions \$ si elle décide d'aller de l'avant avec le lancement de la version allongée de l'aéronef Regional Jet de Canadair (CRJ-X) de 70 sièges. La décision à ce sujet sera prise à la fin du mois de novembre.

REMBOURSABLE

Le premier ministre Jean Chrétien était de passage hier au hangar de Bombardier de Dorval pour annoncer publiquement cette offre d'investissement remboursable.

Dans un marché potentiel de 2000

appareils d'avions de ce type pour les 20 prochaines années, Bombardier estime être en mesure de vendre 400 de sa version allongée du Regional Jet.

C'est d'ailleurs si Bombardier atteint cet objectif que le gouvernement fédéral sera entièrement remboursé, a mentionné le ministre fédéral de l'Industrie, John Manley. L'offre fédérale représente le quart des investissements admissibles en R&D.

Pour sa part, le président du conseil et chef de la direction de Bombardier, Laurent Beaudoin, a soutenu que l'offre fédérale constituera « un argument de poids » quand viendra le moment d'arrêter une décision.

L'IMAGINATION AU TRAVAIL



Les deux fondateurs de Viatel, Gabriel Germain (à gauche) et Jacques Delisle, ont développé une nouvelle façon de revendre des propriétés sans intermédiaire.

S'élançer dans le creux de la vague

Deux chômeurs proposent un système de vente immobilière différent

CATY BÉRUBÉ
Le Soleil

QUÉBEC — Se lancer en affaires est un défi en soi. Le faire dans une période creuse, comme celle qu'a traversée l'industrie de l'immobilier l'an dernier, l'est doublement. C'est pourtant ce qu'ont fait Gabriel Germain et Jacques Delisle en fondant Viatel Québec, une entreprise spécialisée dans la mise en marché de propriétés.

Les deux associés ont commencé à mijoter leur projet à l'automne 1994. « Nous étions tous les deux sans emploi et nous voulions créer notre propre gagne-pain », raconte Gabriel Germain, qui a été gérant d'une pharmacie pendant sept ans.

Son associé, Jacques Delisle, a oeuvré dans l'industrie immobilière pendant trois ans, en plus d'avoir travaillé pour la Société canadienne des postes et d'avoir baïgné dans le monde des assurances.

« Nous savions que des entreprises offraient ce genre de services aux États-Unis, en Europe et ailleurs au Québec, mais qu'il n'y en avait pas ici. Voyant un potentiel de ce côté-là et sachant qu'une forme d'aide au démarrage d'entreprise devenait disponible avec le Plan Paillé, nous avons décidé de nous lancer en affaires. Le programme fédéral PPE (prêt aux petites entreprises) nous a aussi donné un coup de pouce pour l'achat d'équipements », raconte Jacques Delisle.

LE CREUX DE LA VAGUE

Ils ont pris leur décision au moment où l'industrie immobilière connaissait l'une de ses plus mauvaises périodes

en termes de revente de maisons.

« Notre nouvelle façon de mettre en marché les résidences arrivait à point, puisque les méthodes traditionnelles semblaient moins efficaces pour la revente de propriétés », dit M. Germain.

« La valeur des maisons a diminué et les gens n'ont plus les moyens d'avoir recours à des agents immobiliers. Le 7 % de commission qu'il faut donner au courtier fait souvent la différence entre vendre sa résidence à perte et arriver à égalité avec le prix qu'on a payé. Avec notre méthode de mise en marché, le prix affiché est plus près de la réalité puisqu'il n'est pas gonflé par la commission », ajoute M. Delisle.

APPRENDRE DE SES ERREURS

Les débuts des deux entrepreneurs n'ont pas été des plus faciles. « Quand on part quelque chose de nouveau, il faut convaincre les gens. Notre première maison inscrite et notre première vente ont représenté de véritables défis à relever », admet M. Delisle.

Tout a commencé à bien aller lorsque Viatel a lancé son magazine, qui présente des résidences accompagnées de leur description. Leur guide, qui est publié aux six semaines et distribué dans diverses places d'affaires, présente maintenant près de 200 propriétés.

Avec un peu de recul, les deux associés se rendent compte qu'ils ont commis des erreurs avant d'en arriver là.

« Nous avons perdu nos six premiers mois à vouloir diviser la région en secteurs que nous aurions cédé sous forme de franchises. Au lieu de faire cela, il aurait été préférable de chercher des prospects », confie M. Delisle.

La recherche de clients a demandé beaucoup d'efforts et de longues heures de travail. « Nous sommes rendus à 1,25 \$ de l'heure », dit en riant M.

Germain pour expliquer que leur salaire est petit en comparaison du nombre d'heures travaillées.

Mais leurs efforts ont porté fruit puisque depuis janvier, 45 des 170 résidences inscrites chez eux ont trouvé preneurs, soit une proportion de 25 %.

Viatel Québec, qui fêtera son deuxième anniversaire de fondation en janvier, emploie maintenant huit personnes.

RENDRE VISIBLES LES MAISONS

Le rôle de Viatel Québec consiste à donner de la visibilité aux propriétés à vendre en combinant divers supports publicitaires. « Nous installons une pancarte devant la maison, nous plaçons une annonce dans un quotidien et nous publions une description détaillée dans notre revue », explique M. Germain.

Viatel met également à la disposition de ses clients un système de boîtes vocales que les personnes intéressées

peuvent consulter 24 heures sur 24, sept jours par semaine. « Ils entendent le prix et la description complète de la maison. S'ils sont intéressés, ils appellent sur une

touche et leur appel est directement acheminé au propriétaire de la résidence », explique M. Delisle.

Les clients de l'entreprise pourront aussi faire connaître leur résidence sur Internet, puisque Viatel devrait avoir son site au début du mois de novembre.

La prochaine étape sera la visite virtuelle des maisons, que les deux associés rêvent de développer au cours des prochaines années.



23 milliards \$ en REÉR

OTTAWA (PC) — Les Canadiens ont investi un montant record de 23 milliards \$ dans des régimes enregistrés d'épargne retraite (REÉR), en 1995. Selon Statistique Canada, ils avaient droit d'y mettre jusqu'à 153 milliards \$.

Pas moins de 5,7 millions de contribuables — un autre record — ont investi dans un REÉR, soit environ 350 000 de plus qu'en 1994.

Ce nombre représente 29 % de tous les citoyens qui devaient remplir une déclaration de revenu pour 1995, contre 27 % en 1994. Quant à la valeur des contributions à des REÉR, elle a augmenté de 8 % par rapport à 1994 et presque doublé comparé à 1990.

En outre le cotisant moyen était âgé de 42 ans, soit un an de moins que pour 1994; cette personne disposait d'un revenu d'emploi médian de 34 600 \$, en hausse de 400 \$ sur l'année précédente.

À l'échelle nationale en 1995, la cotisation médiane était de quelque 2400 \$, stable par rapport à 1994. Au Québec, elle était de 2000 \$ (2200 \$ chez les hommes, 1700 \$ chez les femmes) contre 2600 \$ en Ontario.

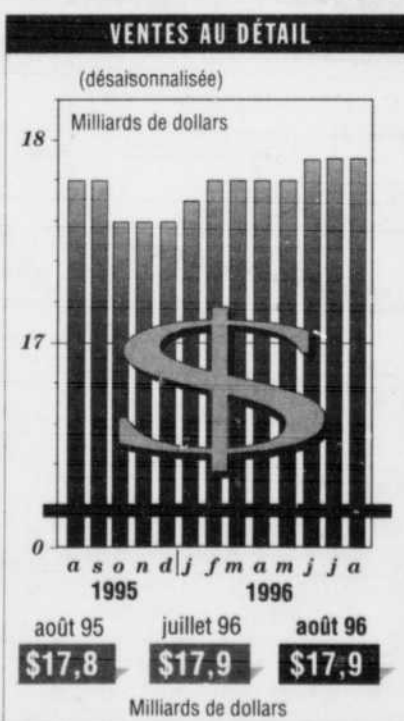
COMMERCE DE DÉTAIL

Les ventes piétinent

OTTAWA (PC) — Les dernières données provisoires de Statistique Canada montrent que la croissance de la consommation reste faible au pays.

Durant le mois d'août, les ventes au détail ont dans l'ensemble baissé de 0,4 %, par rapport à juillet, pour totaliser 17,9 milliards \$.

Au total des huit premiers mois de l'année, les ventes au détail n'ont augmenté que de 1,4 %, comparé à la même période de l'année précédente. Et en tenant compte de la variation des prix, ces ventes ont en fait diminué de 0,1 %. Au mois d'août, même le secteur de l'alimentation a vu ses ventes régresser de 0,4 %, après des hausses de 1,9 et 0,4 % en juillet et en juin.



Source: Statistique Canada INFOGRAPHIE, PC / LE SOLEIL

Ce service
avait déjà
fait ses
preuves aux
États-Unis

Des boîtes
vocales
aident les
clients à s'y
retrouver



GRAND Solde d'habits de neige

A PARTIR de 89⁹⁹ à 299⁹⁵

CLUB
GARÇONS
TAILLES 8 À 18

• Place Ste-Foy • Galeries de la Capitale



SONDAGE

La plupart des gens ne pensent pas que l'agriculture menace l'environnement

RÉJEAN LACOMBE
Le Soleil

■ QUÉBEC — La vision qu'ont une bonne majorité de Québécois des effets de l'industrie agricole sur l'environnement n'a rien d'apocalyptique. Tout au contraire. Selon un sondage scientifique réalisé par SOM pour le compte de l'Union des producteurs agricoles (UPA), dont LE SOLEIL a obtenu copie, il ressort clairement qu'une majorité de Québécois ont une image plutôt positive de cette industrie.

Ce sondage SOM a été réalisé entre le 27 septembre et le 2 octobre auprès de 1000 personnes. De ce nombre, on retrouve 32 producteurs agricoles.

Même la controversée industrie porcine qui est au banc des accusés depuis plusieurs mois y trouve son compte. Toutefois, les personnes interrogées sont plus critiques à l'endroit de cette industrie qu'en ce qui concerne les autres secteurs de l'agriculture.

Ainsi, 79% des Québécois se disent tout à fait (30%) ou plutôt d'accord (49%) sur le fait que les producteurs agricoles sont respectueux de l'environnement.

Mais, lorsqu'il s'agit des producteurs de porc, cette évaluation chute à 50% tandis que 33% des Québécois estiment que ces producteurs ne sont pas respectueux de l'environnement. Il faut toutefois noter que 17% des personnes interrogées ne se pronon-

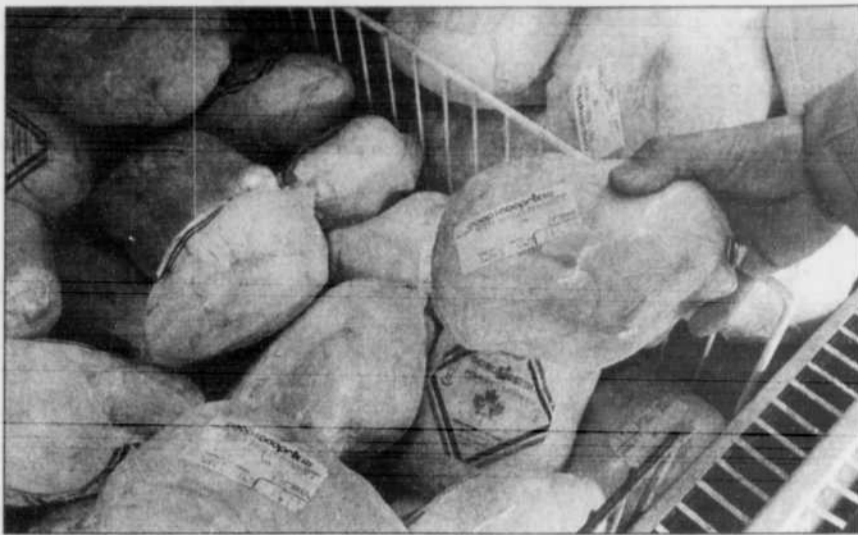
cent pas sur cette question.

ODEUR ET BRUIT

Bilan tout aussi renversant lorsqu'il est question des odeurs et de pollution par le bruit en milieu agricole. Ainsi, 84% des gens interrogés qui demeurent de un à cinq kilomètres d'une ferme, mentionnent que les odeurs que dégagent les bâtiments de ferme ne les incommode pas. Seulement 14% avouent que ces odeurs les dérangent parfois (9%), assez souvent (5%) ou très souvent (2%).

Par ailleurs, le bruit des séchoirs à foin n'importe pas outre mesure les personnes qui demeurent dans le voisinage des fermes. En fait, 90% des d'entre elles avouent que ces bruits ne les dérangent jamais et 7% opinent que ces bruits les dérangent rarement.

Il est pour le moins intéressant de noter un phénomène particulier. Ainsi, les gens qui habitent près d'une ferme ont moins tendance à dénoncer la pollution par le bruit et les odeurs que leurs compatriotes qui vivent loin de la ferme.



Les gens considèrent généralement que l'agriculture québécoise est efficace et offre des produits de qualité.

De plus, 48% des Québécois déclarent que les odeurs liées à l'épandage de fumier sur les terres agricoles ne les ont « jamais » incommodés, alors que 20% précisent que ces mêmes odeurs les ont « rarement » importunés. Environ 4% disent avoir été « très souvent » incommodés, 10% « assez souvent » et 17% avouent que « parfois », ils sont importunés.

RÈGLEMENT CLICHE

De plus, le fameux règlement gouvernemental touchant la pollution par la poussière, l'odeur et le bruit qui a attisé la colère des producteurs agricoles est connu par le quart des Québécois. De ce nombre, 63% des gens se

disent tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec le règlement alors que 37% sont en désaccord.

Mais, les données changent rapidement lorsque les sondés veulent découvrir la perception des gens

devant l'hypothèse que le règlement Cliche oblige les producteurs à utiliser plus d'engrais chimiques. Dans ce cas, 83% des Québécois sont en désaccord contre 17% qui approuvent cette méthode.

Dans la même foulée, les sondés se

disent en désaccord (78%) avec ce règlement si jamais ce dernier mettait en péril la survie financière de plusieurs exploitations agricoles.

D'ailleurs, au chapitre de l'utilisation de pesticides ou d'engrais chimiques, le jugement des personnes interrogées est catégorique. Ainsi, 52% des Québécois croient que les agriculteurs en utilisent trop alors que 31% estiment qu'ils en utilisent juste assez. Toutefois, 14% des Québécois n'ont pas d'opinion sur cette question.

CONFIANCE

Les personnes interrogées vouent également une grande confiance aux producteurs agricoles. Ainsi 39% d'entre elles leur font confiance afin de protéger l'agriculture alors que le ministre de l'Agriculture reçoit l'appui de 16% des gens.

De plus, 34% leur font confiance en ce qui concerne la protection des terres agricoles. À ce chapitre, 22% des Québécois mettent leur confiance dans le ministre de l'Agriculture.

En ce qui concerne la protection de l'environnement à la campagne, c'est le ministre de l'Environnement qui obtient la cote d'amour avec un appui de 49% alors que les producteurs agricoles reçoivent l'appui de 24% des gens.

Des produits de qualité

QUÉBEC — C'est presque à l'unanimité que les quelque 1000 personnes répondant au sondage SOM en viennent à la constatation que les agriculteurs québécois produisent des aliments de bonne qualité.

En fait, c'est dans une proportion de 99% que les Québécois se disent « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec cette notion de qualité. Un pour cent seulement des gens sont « plutôt en désaccord ».

Il est intéressant de noter que ce sont les jeunes de 18 à 24 ans qui épousent le plus cette thèse. C'est à 100% qu'ils se disent « tout à fait » et « plutôt » d'accord avec cet énoncé.

LE SONDAGE

Ce sondage scientifique de SOM réalisé pour le compte de l'Union des producteurs agricoles auprès de 1000 personnes, démontre également clairement que les Québécois, lorsqu'il est question de qualité, acceptent d'y mettre le prix.

Mais, il y a une condition importante. Le coût supplémentaire pour l'achat d'un produit agricole québécois devrait servir à la protection de l'environnement.

Ainsi, 76% d'entre eux se disent prêts à payer un peu plus cher pour l'achat d'aliments en sachant que cet argent servirait à améliorer la qualité de l'environnement. Toutefois, presque le quart des Québécois repoussent cette idée.

LES JEUNES

Encore là ce sont les jeunes de 18 à 24 ans qui sont les plus ardents partisans de cette formule. C'est dans une proportion de 85% qu'ils l'endossent. Leurs aînés, les personnes âgées de 65 ans et plus, ne sont pas aussi enthousiastes que les plus jeunes. C'est dans une proportion de 63% qu'ils accepteraient de payer un peu plus.

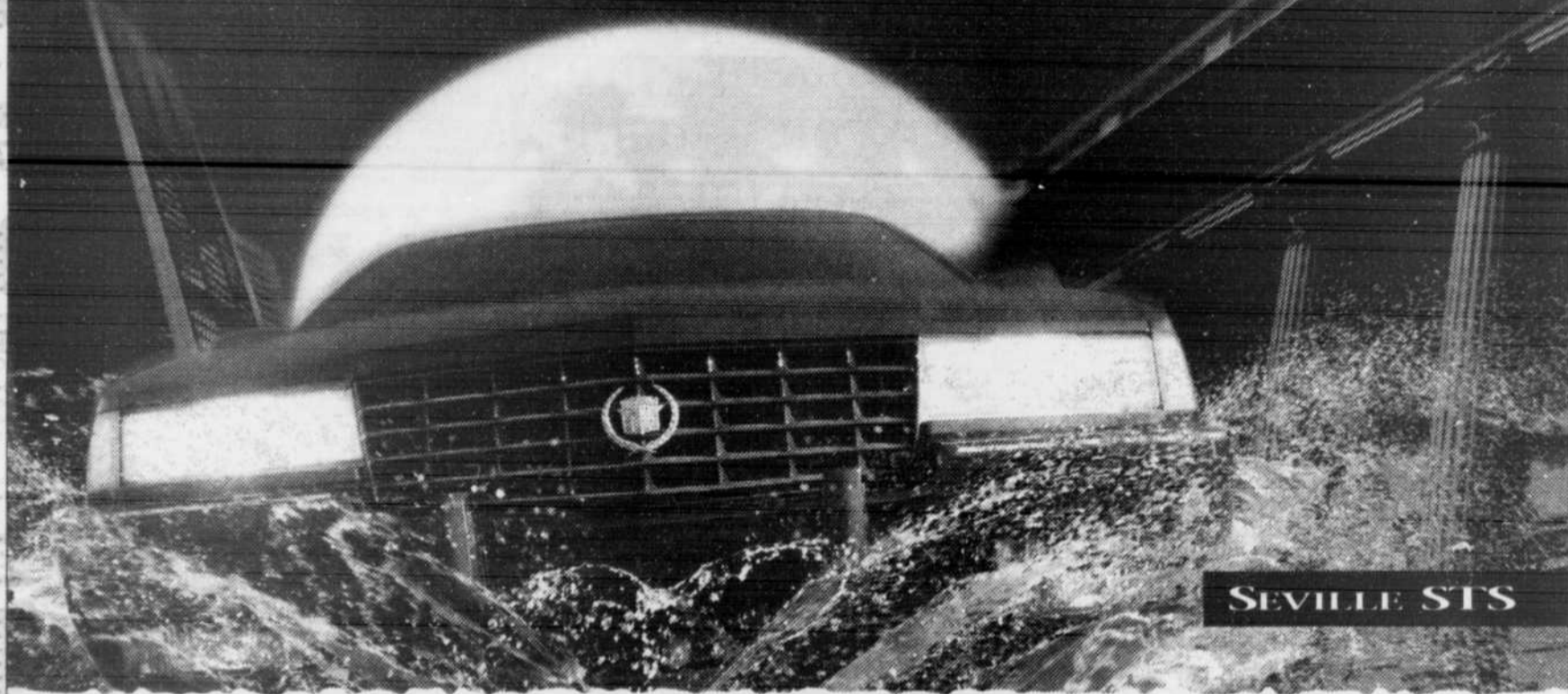
En outre, les Québécois de langue maternelle anglaise sont plus ouverts à cet égard que les francophones. Ainsi, 83% d'entre eux sont prêts à délier davantage leur bourse alors que ce projet rencontre l'assentiment de 74% de francophones. Mais, lorsqu'il s'agit de savoir quelle hausse, les Québécois seraient prêts à affronter, les points de vue divergent passablement.

Ainsi, 56% des Québécois paieraient une augmentation qui varierait de 1 à 5% tandis que 35% seraient prêts à endosser une hausse de 6 à 10%.

EN ESTRIE

Ce sont les citoyens de l'Estrie qui accepteraient de payer plus cher encore. Environ 18% d'entre eux ne lésineraient pas à défrayer une augmentation de 11 à 15% tandis que 14% des résidents de Lanaudière n'hésiteraient pas à payer leurs produits agricoles de 16 à 20% plus cher. R.L.

APPRIVOISEZ LE LOUP



645\$* Système Northstar, 300 chevaux, gueule d'enfer. La nouvelle

PAR MOIS
VERSEMENT
INITIAL DE
4 500 \$

Seville STS 1997 est en liberté. Apprivoisez-la pour aussi peu que

645 \$ par mois et un versement initial de 4 500 \$. Cette nouvelle

mensualité exceptionnelle comprend aussi le programme d'entretien de 4 ans ou 80 000 km sans frais. Ce programme unique à Cadillac couvre entièrement l'entretien prescrit pour votre nouveau véhicule. Raison de plus pour venir faire quelques kilomètres d'essai au volant d'une Seville STS.



CADILLAC SEVILLE STS 1997

3,9%
TAUX DE
LOCATION
POUR 36 MOIS



Vos concessionnaires
Cadillac

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base 1997 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 4 500\$. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de 750\$ exigé. Préparation et transport inclus. Assurances, immatriculation et taxes en sus. Frais de 5¢ du kilomètre après 72 000 km. Taux de location de 2,9% pour 24 mois ou 3,9% pour 36 mois disponibles.

JOUONS À LA BOURSE

L'aventure Lithos

Grand coup de vent cette semaine dans la capitale. Guy Goulet, celui que les actionnaires de Lithos (MTL, LTS, 3,05\$) surnomment familièrement The Hurricane, était de passage à Québec.

Le but du voyage : faire le point avec quelques actionnaires de la première heure.

Vous devinez bien qu'on a réussi à accrocher le président au passage.

C'était l'occasion pour nous de revoir nos fondamentaux. Après un rapide tour de table, le verdict des étudiants a été unanime : on reste dans le titre, c'est une passionnante aventure.

Le projet le plus connu est sans doute le projet Lithium. L'objectif ultime de la compagnie ? Construire une usine capable de produire de 200 à 300 tonnes de lithium métal, qualité batterie, dès sa première année d'activités.

Le lithium métal, c'est probablement le métal de l'avenir. Il y a fort à parier que la pile qui alimente votre ordinateur portable ou votre ciné-caméra fonctionne au lithium. Contrôlé par quatre joueurs mondiaux, le marché va sans cesse croissant depuis 1975. Avec le développement de la technologie sans fil, rien ne laisse présager une décroissance.

Dans le pire des scénarios, Lithos devrait donc devenir un producteur de lithium métal et s'insérer dans ce marché en plein crescendo. Le filon est là. Lithos détient à peu près toutes les propriétés lithium connues au Québec.

Nous disons au pire, parce que le projet comporte ce que l'on pourrait appeler un élément catalyseur de valeur. Son nom ? Olivio Sivilotti. Ancien vice-président d'Alcan et chercheur chevronné, le docteur a à son actif quelque 150 brevets sur la transformation des métaux.

Jusqu'à maintenant, plusieurs prédisaient un potentiel de croissance extraordinaire pour le marché lithium, tablant sur l'arrivée des véhi-

PORTEFEUILLE BOURSIER								
Société	Date d'achat	Nombre d'actions	Prix d'achat	Valeur à l'achat	Prix actuel	Valeur actuelle	Valeur évolutive	Dividendes reçus
Cambior	95-03-24	400	15,00	6000,00 \$	19,10	7640,00 \$	1696,00	56,00
Télélobe	95-03-31	400	21,00	8400,00 \$	28,75	11500,00 \$	3356,00	256,00
Van Houtte	95-04-13	400	14,75	5900,00 \$	23,80	9520,00 \$	3684,00	64,00
Canam Manac	95-10-20	1000	3,75	3750,00 \$	3,60	3600,00 \$	-150,00	—
Lithos	96-02-12	4000	1,40	5600,00 \$	3,00	12000,00 \$	6400,00	—
Maax	96-03-05	600	9,15	5490,00 \$	15,15	9090,00 \$	3600,00	—
Aurizon	96-04-05	5000	1,13	5650,00 \$	1,18	5900,00 \$	250,00	—
Transat	96-06-21	300	23,00	6900,00 \$	30,20	9060,00 \$	2160,00	—
Sico	96-08-23	800	6,90	5520,00 \$	8,50	6800,00 \$	1344,00	64,00
Shermag	96-10-04	800	7,20	5760,00 \$	7,40	5920,00 \$	160	—

Total investi	Frais courtage	Rendement total (82 sem.)	Rendement annualisé
56 445,00 \$	Achat + vente = 2252,00 \$*	56,12 %**	35,59 %

* Les commissions sont calculées selon le barème du courtier, **Ligne d'action** une division de Services d'Investissement Banque de Montréal Limitée, membre du Fonds canadien de protection des épargnants.
** À sa première année, le portefeuille du SOLEIL a enregistré un rendement de 33,7 % le 21 octobre 1996

TABLEAU: LE SOLEIL



François Pouliot

cules électriques à batterie lithium. Quelques experts avancent cependant aujourd'hui qu'à un coût de 45 \$ (CAN) la livre, le lithium métal est trop cher pour le développement de la pile lithium. Une pile sur laquelle travaille notamment Hydro-Québec pour le compte des trois grands de l'automobile.

ABAISSEZ LE PRIX

Il faut donc réussir à abaisser le prix du lithium. C'est ce à quoi travaille le docteur Sivilotti. Il veut sortir le carbonate de chlorure du procédé de transformation du carbonate de lithium en lithium métal. Le chlorure est un polluant qui entraîne des coûts de disposition importants. À ce jour, Sivilotti est à mi-chemin de l'objectif. Il a réussi à mettre au point un procédé où il retrai-

te une quantité importante du contaminant. C'est ce procédé de fabrication à coût réduit qui sera testé dans l'usine pilote de 5,8 millions \$ de Lithos. Celle-ci doit être mise en chantier en 1997 et amorcer ses travaux au début de 1998. En laboratoire, ça fonctionne. Il reste à voir quels seront les résultats sur une production de masse. De 20 à 30 tonnes de lithium devraient sortir de l'usine pilote. Sivilotti y poursuivra ses travaux de développement.

Si l'on réussit à sortir complètement

le chlorure du procédé, pariez que le brevet vaudra son pesant d'or...

Vous le voyez cependant, le projet lithium n'est pas celui qui fera avancer le titre demain matin. Pour le court terme, c'est vers l'Afrique qu'il faut se tourner. Lithos a envoyé là-bas pour 3,5 millions \$ de machinerie (pelle mécanique, bulldozer etc.) et vient d'en renvoyer pour un autre million \$.

La compagnie a tellement confiance dans le projet Guinée que ses propriétés, qui occupaient initialement une superficie de 250 kilomètres carrés, couvrent maintenant 1150 kilomètres carrés. Elle évalue actuellement à 200 000 onces d'or le potentiel alluvionnaire de la concession Aprodor avec une teneur moyenne de 0,10 once (800 échantillons de 0,8 m cube).

Ce ne pourrait être là que la pointe de l'iceberg. Lithos croit en effet que les grains d'or qui se retrouvent dans les quatre rivières sillonnant la propriété, sont d'origine continentale. Elle veut creuser des tranchées dans le continent. Deux échantillons de 6 kg recueillis sur un site d'orpaillage ont jusqu'à maintenant révélé de surprenantes teneurs de 13,48 onces et 3,30 onces (Wrightbar, une bonne mine, produit à une teneur moyenne de 0,23 once).

L'échantillonnage est évidemment

encore beaucoup trop petit. La compagnie entend toutefois mettre la pelle dans le continent d'ici quelques semaines. Elle doit d'abord consolider les routes pour permettre à la machinerie d'accéder au site. Guy Goulet parle de résultats pour Noël. Ça pourrait être un peu plus long. Teneurs à surveiller...

Goulet parle de résultats pour Noël. Ça pourrait être plus long...

LA PROPRIÉTÉ ASSINICA

Il n'y a pas qu'en Afrique qu'il faudra surveiller les résultats. La semaine dernière, la compagnie a publié un communiqué annonçant la découverte de trois grandes zones d'anomalies géochimiques sur la propriété Assinica, à 125 km au nord-ouest de Chibougamau.

Pendant que tout le monde prenait

claim dans la région de Sept-Îles, l'entreprise a plutôt passé l'automne à jalonner plus à l'Ouest. Des concentrations intéressantes de cuivre, zinc, d'or et d'argent ont été retrouvées dans de l'humus. Lithos a acquis là-bas 700 claims. Un programme de forage aura lieu d'ici quelques semaines.

WRIGHTBAR

Un mot enfin sur Wrightbar. En février, lorsque pour la première fois nous nous étions penchés sur la mine, ses réserves prouvées et probables atteignaient 350 000 tonnes à 0,23 once. On parle aujourd'hui de 1,7 million de réserves prouvées et probables à une teneur moyenne d'environ 0,20 once. Wrightbar produira encore cette année 25 000 onces d'or. Une production à laquelle il faut ajouter environ 40 000 onces en provenance de Guinée.

Faites l'exercice et donnez une valeur à chacun des projets. Il y a des si, mais rarement avons nous rencontré jusqu'à présent une compagnie avec un potentiel aussi intéressant.

VOS SUGGESTIONS

Vos suggestions sont toujours attendues. Si vous désirez une analyse sur l'opportunité d'investissement ou encore pour obtenir des éclaircissements sur le monde boursier, vous pouvez téléphoner à François Pouliot au 418-686-3394 ou lui télécopier au 418-686-3429. Par courrier, l'adresse est la suivante: Journal Le soleil, 925, Chemin St-Jouis; C.P. 1547; Succursale terminus, Québec, Qué. G1K 7J6.

NOTE: Le Fonds Alpha est géré par des étudiants en administration de l'université Laval. Il est commandité par la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'Ordre des comptables agréés, L'Industrielle-Alliance compagnie d'assurance-vie, la firme comptable KPMG et la Ligne d'action courtier à escompte, division de la Banque de Montréal.

Le projet le plus connu: une usine capable de produire 300 t de lithium

UN NUMÉRO QUI FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE :

1 800 363-3967

En matière d'investissement, vous tenez à faire vos propres choix. Alors, pourquoi ne pas économiser temps et argent en faisant appel aux services de courtage à escompte Actions en direct? Vous pourrez ainsi regrouper tous vos placements, soit actions, obligations, CPG et OEC, ainsi que plus de 500 fonds communs de placement, et recevoir un relevé mensuel détaillé. Actions en direct vous permet également d'économiser jusqu'à 88 % des commissions. Composez simplement le numéro ci-dessus, passez à une des succursales de la Banque Royale ou du Trust Royal ou consultez notre site web au www.royalbank.com.



Membre du Groupe Financier Banque Royale

©Marque déposée de la Banque Royale du Canada. Actions en direct Banque Royale Inc. est licenciée de ces marques. Membre FCPE.

18 ans et +



«Cet automne on donne du sang.»

Info-Collecte
(418) 650-7230
1 800 761-6610

2025, boul. Charest Ouest Ste-Foy (au bas de la côte Myrand)

Jeep Eagle

AUTOS LAURIER INC.

681-4631

Grand Cherokee Laredo 1997

Seulement **478\$*** par mois. Pas de dépôt de garantie.

VOGAGE CÉ-DOR

Jeep Grand Cherokee Laredo 1997, 4x4 • Ensemble 26E + GEG

- Moteur 6 cylindres de 4 litres
- Boîte automatique à 4 rapports
- et glaces teintées forcées
- et antiblocage aux 4 roues
- forte d'aluminium
- Trac, au choix du client
- et volant inclinable garni de cuir
- et verrouillage électrique avec télécommande.

Par mois, location 30 mois, utilisation 51 000 km, comptant 2000\$. Taxes en sus.

Attention diplômés: rabais additionnel de 700\$ aux fraisants d'école légale ou universitaire (si admissibles).

Transport inclus. Les illustrations peuvent différer des véhicules annoncés.

GRAND CHEROKEE LAREDO 1997

LIQUIDATION 11 996\$*

NEON 1996

2 portes, 5 vitesses, moteur 132 cv., toit ouvrant

Rabais Chrysler inclus. Transport et taxes en sus.

DU VALLON CHRYSLER PLYMOUTH LTÉE

rabais de **750\$** pour les diplômés admissibles

2015, boul. Charest O. Sainte-Foy
687-5510

NOUS AVONS RÉDUIT NOS TARIFS JUSQU'À 60 %



Les nouveaux forfaits d'affaires Cantel : à partir de seulement 24,95 \$ par mois avec un très bas tarif à la minute. Pour découvrir combien l'acquisition d'un téléphone cellulaire Cantel représente pour votre entreprise une décision pleine de bon sens, composez le **1 800 681-2468**. Nous vous expliquerons comment vous pouvez parler plus pour moins avec Cantel.

PARLEZ PLUS POUR MOINS



Appels interurbains, service de déplacement et taxes applicables en sus. Frais d'accès au système, entente à période fixe d'un an ou de trois ans et frais de réactivation anticipée exigibles. Détails dans les magasins participants.

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur GILBERT LACASSE

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

Pas d'enquête bidon

Le gouvernement Bouchard décidera sous peu du mandat et de la composition de la commission d'enquête qui sera chargée de faire la lumière sur le fonctionnement de la Sûreté du Québec. Il doit le faire avec rigueur. S'il y a une faiblesse dans le mandat ou le choix des commissaires, l'enquête n'aura aucune crédibilité et ne crèvera pas l'abcès.

Le gouvernement devrait tirer leçon de la tempête qui secoue les Forces armées canadiennes depuis quatre ans.



Gilbert Lavoie

Tant et aussi longtemps qu'une institution dans la tourmente tente de camoufler la crise, elle ne fait que la prolonger. Si la Sûreté du Québec est malade, il faut établir le diagnostic rapidement et prescrire le traitement avec célérité.

Les prétextes ne manqueront pas pour tenter de circonscire le mandat de la commission. On nous rappellera l'interminable enquête du coroner Guy Gilbert sur les incidents

d'Oka dont les coûts ont dépassé le million de dollars.

Il est vrai que l'enquête sur la Sûreté du Québec ne doit pas s'éterniser. Mais elle ne doit pas être limitée à l'affaire Matticks.

Tout comme dans l'armée canadienne, la crise au sein de la SQ est symptomatique d'un grave problème de leadership. Il faut savoir pourquoi les officiers d'expérience n'ont pas vu venir et bloqué le traficage de la preuve pratiqué par de simples enquêteurs et un caporal de premier niveau. Il faut également voir le rôle de la Couronne dans cette affaire. La preuve avait-elle été suffisamment étudiée par le procureur au dossier? Il faut savoir qui a tenté de saboter l'enquête du juge Bonin et celle des policiers Arseneault, Boudreault et Isabelle.

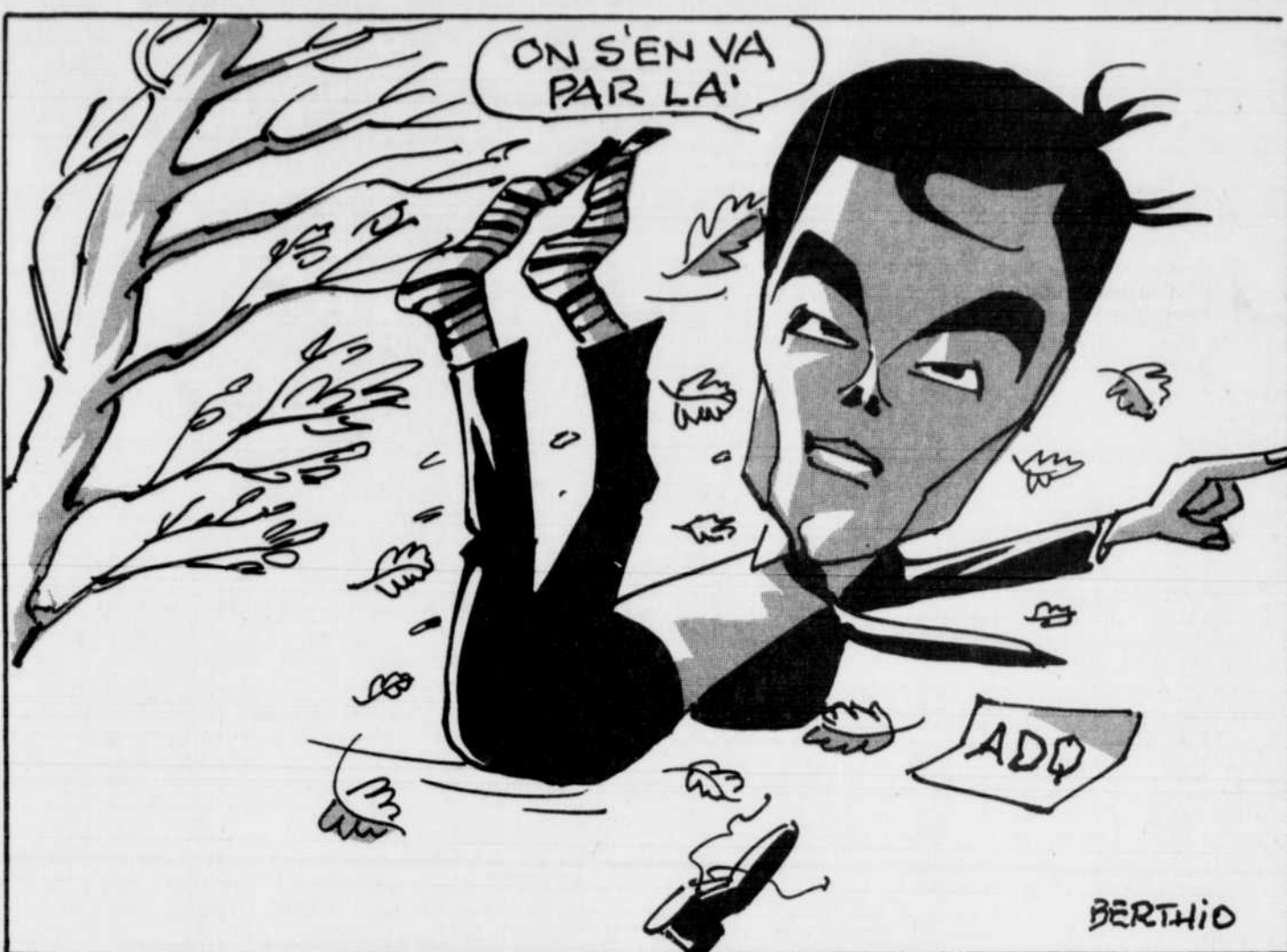
Mais outre l'affaire Matticks, c'est toute la question des méthodes d'enquête de la section des affaires criminelles qui devra être scrutée à la loupe. Filatures, écoute électronique, agents doubles, utilisation des informateurs, toutes les tactiques plus ou moins secrètes des policiers devront faire l'objet d'un examen sérieux si on veut rassurer le public.

La volte-face du ministre de la Sécurité publique, Robert Perreault, forcera aussi les commissaires à étudier les relations entre la direction de la SQ et le gouvernement. M. Perreault était-il suffisamment informé de ce qui se passait à la Sûreté du Québec? A-t-il trop fait confiance au directeur Barbeau?

Une fois engagés sur cette voie, les commissaires devraient se demander pour quelle raison aucun « conseil de sécurité » ou « comité de surveillance » ne préside aux destinées de la Sûreté du Québec comme cela se fait ailleurs. L'affaire Matticks n'aurait pas entraîné aussi longtemps si la direction de la SQ avait eu à s'expliquer devant un comité de surveillance, au lieu de pouvoir régler ses problèmes en secret avec le ministre. Il y a là une avenue qui mérite d'être explorée.

Le dernier point et le plus important auquel le premier ministre Lucien Bouchard doit porter une attention particulière est celui de l'indépendance des commissaires et des procureurs de la commission d'enquête. M. Bouchard a été procureur de la Commission Cliche sur l'industrie de la construction; il sait à quel point la conduite d'une enquête ne peut être laissée entre les mains complaisantes d'un ami du régime. Si le président et les commissaires de la commission n'ont pas une réputation bien établie d'intégrité, d'indépendance et de compétence, la Sûreté du Québec continuera d'être suspecte. Une enquête bidon, c'est pire que pas d'enquête du tout.

Il faut prescrire le traitement avec célérité



CARREFOUR DES LECTEURS

Un crime est un crime

(Lettre adressée à M. Alain Bouchard, suite à un article paru le 5 septembre)

Le 23 juin 1994, j'ai eu un grave accident d'automobile avec un chauffard ivre. Je ne suis plus l'homme que j'étais, mais une personne fortement ébranlée à tout point de vue. Un chèque de 12.000\$ seulement me fut adressé par la SAAQ pour le paiement de béquilles, c'est tout.

En connaissance de cause, dans votre article, monsieur Alain Pelletier porte à confusion et parle sûrement au nom de son patron et d'un groupe de bureaux de courtage qui ont intérêt à ce que la SAAQ paie le plus possible à leur place.

Avant mon accident, j'ai oeuvré pendant 15 ans dans le domaine de l'assurance et je trouve que la SAAQ n'est pas au diapason de la réalité. Les propos tenus par monsieur Alain Pelletier et son groupe de courtiers ne sont pas plus réalistes. La SAAQ ne paie pas, sauf un petit pourcentage non identifié. J'ai représenté plusieurs assureurs pour invalidité et dommages corporels, et aucun de ceux-là n'aurait traité un client avec autant de mépris et d'indifférence que la SAAQ. Si vous voulez vraiment vérifier si la SAAQ est le meilleur régime au monde, laissez les gens s'assurer là où ils le veulent en toute liberté. Vous verrez que plusieurs iront ailleurs, dont ceux qui ont déjà fait affaire avec elle. On ne peut affirmer que la SAAQ est le meilleur régime si on force les gens à faire affaire avec elle. Un monopole est une dictature, ne l'oublions pas. Et si c'était vraiment le meilleur système, pouvez-vous m'expliquer pourquoi les autres provinces et pays ne l'ont pas adopté tel quel depuis 18 ans qu'il existe? Seul le Manitoba a adopté un régime de non-responsabilité depuis deux ans, mais sans protéger les criminels et chauffards que monsieur Pelletier tient tant à voir protéger par la SAAQ.

Un crime commis sur quatre roues est aussi intentionnel et punissable qu'un crime commis sur deux jambes avec une arme.

André Boisvert
Lévis

Gardons le béton

En 1987 mon épouse et moi avions le privilège de visiter la magnifique ville de Vienne, en Autriche. Permettez-moi de comparer la rivière Saint-Charles de Québec au renommé Danube bleu de Jo-

hann Strauss. À Vienne, le Danube est bordé de promenades de béton, tout comme la rivière Saint-Charles. L'eau qui y coule n'est pas bleue comme le prétend la valse mais plutôt grise. Le béton n'en est pas la cause mais bien les déchets d'Ulm, la ville d'Einstein, et des autres villes que le Danube traverse en sillonnant une dizaine de pays d'Europe centrale.

Je suis certain que rien ne pourrait convaincre les édiles de Vienne de défaire toute cette structure. Il n'y a que le maire L'Allier et ses acolytes qui peuvent être assez naïfs pour croire les écoles, dépenser des millions de l'argent des contribuables pour défaire ce qui avait aussi coûté des millions de dollars à construire sous l'administration Lamontagne. À l'époque, ce projet avait été acclamé par ceux qui déplorait le dépotitoir à ciel ouvert que constituait la rivière Saint-Charles et ses berges. Imaginez les coûts énormes d'entretien du réaménagement pour éviter qu'il ne dégénère à nouveau.

Maurice Duval
Charlesbourg

Merci, Claire Bonenfant

Vendredi 4 octobre 1996, la petite église de Saint-Jean de l'île d'Orléans est bondée. Le soleil illumine assez l'automne pour que la sérénité chasse doucement la tristesse. Claire Bonenfant aurait aimé la beauté de ce jour. Cette lumière, dans le souvenir que j'ai d'elle, lui va d'ailleurs comme un gant.

L'histoire moderne des femmes s'étale doucement sur trois générations. Quand j'ai connu Claire, j'avais 20 ans; j'ai maintenant l'âge qu'elle avait à cette époque. Elle aurait tout juste pu être ma mère. On pouvait en ce temps, j'en témoigne, avoir lu Simone de Beauvoir et chercher encore autour de soi des femmes se chargeant d'incarner, au quotidien et autrement, ce refus de n'être rien par soi-même. La tâche, à peine entamée, s'avérait si énorme. Il fallait tout changer, ou presque. Claire Bonenfant s'y est résolument attelée.

Patience, obstinément, sans renoncer jamais aux qualités de femme, elle a démonté l'ancien rôle qu'on prévoyait pour elles et dessiné les contours du nouveau qu'elles entendaient jouer. Elle porta pour toute les Québécoises, là où et comme il fallait le faire, cette double revendication « d'indépendance et d'égalité ». Elle fut la porte-parole la plus autorisée qui soit. Il était évident qu'elle empruntait elle-même le chemin qu'elle montrait et les femmes la reconurent

parce qu'elles se reconnaissaient en elle. Celles de ma génération savent ce qu'elles lui doivent, il serait bon que nos filles l'apprennent. C'est en pensant à elles que je rédige ce modeste témoignage. Claire Bonenfant était une femme de convictions, de courage et d'engagement. Authentique, elle sonnait toujours juste et vrai. Elle fait partie de ces êtres qu'on a envie de remercier d'avoir existé. Le monde qu'ils ont quitté est meilleur parce qu'ils l'ont si humainement habité.

Marie Gagnon
Sainte-Foy

Quel dommage

Le 11 octobre, une amère déception attendait plus de 350 personnes: au premier plan, la direction du Collège, les religieuses, les nombreux professeurs, les employés, mais aussi quelque 255 élèves. La fermeture du collège Marguerite d'Youville était officielle. Bien sûr, chacun s'y attendait un peu mais refusait d'envisager définitivement cette option. Le choc fut grand pour tous.

Dommage, car Marguerite d'Youville est un collège où on apprend plus qu'à lire, écrire et compter. On nous y apprend l'engagement, la solidarité et la fraternité, des valeurs qui manquent tant à la société d'aujourd'hui. Une école où vous avez une place, où le respect est primordial. Une école où les professeurs se fendent en quatre, non seulement pour vous aider à passer mais pour vous pousser au sommet dans tout ce que vous accomplissez. Une école où la direction écoute vos commentaires et fait des pieds et des mains pour améliorer constamment la qualité de l'enseignement dispensé. Une école où le service de vie étudiante donne son 110% pour être à l'écoute de nos besoins. Une école rare et exceptionnelle où l'on retrouve de l'amitié entre élèves et professeurs. Une école où les élèves ont le goût de retourner, pas de décrocher.

Katherine Gosselin
Présidente du Conseil étudiant,
collège Marguerite d'Youville

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR vos lettres à l'adresse suivante: Carrefour des lecteurs, Journal LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

Les ports: des amarres trop serrées

Québec est un port naturel. Avant même l'arrivée de Champlain, les Amérindiens avaient construit un débarcadère au pied de la côte de la Canoterie, qui donnait alors sur le fleuve. Les activités portuaires ont toujours été et demeurent parmi les principaux moteurs de la vie économique de la région.

Selon une étude pilotée par l'économiste Pierre Fréchette de l'université Laval, l'industrie maritime à Québec et dans Chaudière-Appalaches a généré en 1994 des retombées économiques de 351,5 millions\$, contribuant à créer ou maintenir 6455 emplois, à des salaires moyens de 33 156\$.

M. Fréchette glissait, pour des fins de comparaison, qu'il s'agit annuellement de six Québec 2002 puisque ce projet aurait fourni 10 000 emplois, étalés sur dix ans.



J.-Jacques Samson

ACTUALITÉ COMMENTÉE

Il faut donc traiter l'industrie maritime avec égards; préserver les acquis et fournir au port de Québec les outils de développement dont il a besoin. Ottawa erre actuellement sur les deux plans. La politique de recouvrement des coûts dans le secteur du transport maritime pénalise de façon particulière le port de Québec. Le désengagement du gouvernement fédéral pour le dragage de la voie maritime et pour le dragage annuel d'entretien du chenal du Saint-

Laurent feront grimper les coûts d'exploitation à Québec, refilés ensuite aux clients. Cela deviendra un incitatif pour ces derniers à opter pour des ports plus à l'Est.

Le Comité permanent des transports de la Chambre des communes jette l'ancre d'autre part à Québec aujourd'hui pour entendre les représentations locales sur le projet de loi C-44, la nouvelle Loi maritime du Canada.

Concurrents la plupart du temps, les administrateurs des principaux ports au pays s'unissent cette fois pour obtenir des amendements majeurs. Les principes de base, décentralisation et allègement de la bureaucratie, sont louables mais les

fonctionnaires auteurs du projet de loi ont dérivé sans boussole.

Ottawa ne peut s'autoriser à prélever chaque année des redevances et ligoter, mains dans le dos, ceux qui auront la responsabilité d'administrer les ports. Il doit conserver aux ports accrédités un statut officiel de ports nationaux pour leur permettre

Les administrateurs des principaux ports s'unissent pour obtenir des amendements

d'obtenir du financement au plus bas taux possible et les autoriser à donner des terrains ou de l'actif en garantie, en vue de projets

majeurs de développement. Pourquoi, par ailleurs, leur interdire d'exploiter à des fins autres que portuaires des terrains inoccupés? On les prive ainsi d'une source importante de revenus.

Il suffit de bien établir la priorité des activités portuaires sur toute autre fin. Les redevances que le gouvernement fédéral s'appropriera ne peuvent non plus être basées sur les revenus bruts. Des revenus élevés ne signifient pas des profits élevés, à pourcentage annuel fixe. Cette disposition traduit un manque de confiance flagrant dans les administrations locales.

Enfin, le projet de loi C-44 donne une majorité aux conseils d'administration aux représentants des clients actuels de chaque port. Ceux-ci auront-ils un véritable souci de développement, surtout si un projet à l'étude devait un jour trop servir l'un de leurs concurrents?

La nécessité de chacune de ces modifications est si évidente qu'on s'étonne même de devoir les plaider.

OPINIONS

Merci Mario!

L'expérience des dernières années m'a enseigné qu'il faut être prudent avant de prophétiser la mort de l'Action démocratique de Mario Dumont.

C'est devenu un lieu commun de dire que la politique a horreur du vide autant que la nature. Il y a toujours plus ou moins 10% d'électeurs qui, pour des raisons diverses, ne se reconnaissent pas dans les partis traditionnels et sont prêts à sauter sur la première échappatoire un peu crédible.

Après le rejet du rapport Allaire par les libéraux et l'échec de l'accord de Charlottetown, Mario et ses amis de la commission jeunesse du PLQ, dont il faut reconnaître le sens politique, ont tout de suite vu l'ouverture.

Réussir à présenter 80 candidats et recueillir près de 10% du vote aux élections générales — si on exclut les comtés où l'ADQ n'était pas représentée aux élections — constituait un véritable tour de force pour un parti qui avait à peine six mois d'existence.

Quand Lucien Bouchard a succédé à Jacques Parizeau, rares étaient ceux qui pensaient qu'il resterait encore suffisamment d'espace pour l'ADQ.

Les derniers sondages indiquent pourtant qu'elle ferait aussi bien qu'en septembre 1994.

Mais ce n'est pas parce qu'une chose existe qu'elle est nécessaire pour autant. Combler un vide n'est pas une fin en soi. En tout cas, ça ne devrait pas l'être, même en politique.

Née à la faveur d'une conjoncture très particulière, un peu comme le Bloc québécois, l'ADQ donne toujours l'impression d'être à la recherche d'une raison d'exister, même si cette conjoncture a disparu.

Remarquez, dans la mesure où le parti sert simplement de support technique à son chef, il n'y a aucun mal. Mario Dumont contribue indéniablement de façon constructive aux travaux de l'Assemblée nationale. À la période des questions, il lui arrive souvent de marquer plus de points en cinq minutes que l'ensemble de la députation libérale en une heure.

Au total, il a commis très peu d'erreurs depuis son entrée en politique, mais se présenter comme un disciple de Mike Harris en est probablement une. La grande majorité des Québécois ne se reconnaissent tout simplement pas dans l'État *made in Ontario*.



Michel David

Personne ne nie que l'assainissement des finances publiques soit impératif, mais la réussite du « modèle québécois » et l'épanouissement de la « société distincte » requièrent plus et mieux d'État que chez nos voisins.

Les résolutions adoptées par les délégués au congrès de l'ADQ, réunis en fin de semaine à Saint-Jean-sur-Richelieu, ne sont pas nécessairement farfelues, mais elle traduisent une vision qui demeure étrangère à la grande majorité des Québécois.

Même si la proposition n'a pu être discutée faute de temps, le seul fait qu'on remette en question la formule Rand, c'est-à-dire l'existence même des syndicats, en dit long sur le « virage essentiel » dont il est question.

L'antisindicalisme qui sous-tend continuellement les discours de l'ADQ et de son chef a même quelque chose d'anachronique, si on considère que les syndicats n'ont probablement jamais été aussi faibles dans l'histoire récente du Québec.

Au printemps, Mario Dumont en était arrivé à la conclusion que les syndicats avaient été les grands gagnants du premier sommet Bouchard. Comme s'ils n'étaient pas les premiers à faire les frais des coupures dans le secteur public en retour de bien hypothétiques emplois dans le privé!

Tout cela ne devrait cependant surprendre personne. Quand l'ADQ a été fondée, les commentateurs ont immédiatement comparé son programme à celui du Reform Party. Dans la précipitation du moment, on avait dû bâcler un peu le travail, mais l'esprit y était.

Mario Dumont lui-même a toujours été plutôt à droite. S'il fut un temps où la commission jeunesse pouvait être identifiée à l'aile gauche du PLQ, ce n'était déjà plus le cas quand il en était le président.

Il est de bonne guerre qu'il s'en prenne au premier ministre Bouchard. Après la campagne référendai-

re, qui a été nuisible à l'unité de son parti, même si elle lui a assuré une visibilité personnelle inespérée, il était temps que Mario prenne ses distances et se rassoit confortablement sur la clôture.

Alors que Mike Harris incarne à ses yeux l'audace et le courage politique, il ne dit voir en M. Bouchard qu'un chef sans épine dorsale, sans convictions, ni courage, qui se laisse dicter sa conduite par les syndicats et les orthodoxes sociaux-démocrates du PQ.

À l'approche du sommet de la semaine prochaine, c'est probablement le plus grand service qu'il peut lui rendre. Le problème de M. Bouchard est précisément que les syndicats et les militants péquistes le soupçonnent de s'être rangé du côté patronal.

À sa place, j'expédierais de toute urgence à Gérard Larose, Lorraine Pagé et Clément Godbout une copie des résolutions qui ont été adoptées au congrès de l'ADQ.

Quant à y être, j'en enverrais aussi à chacun des délégués au prochain congrès national du PQ, qui seraient certainement ravis d'apprendre que leur chef leur obéit au doigt et à l'oeil. Et je dirais un gros merci à Mario!

Les odeurs de la campagne: les agriculteurs expliquent

Jacynthe Gagnon, Christian Lacasse et Léonard Chabot

Les auteurs sont les porte-parole des 6500 productrices et producteurs agricoles qu'ils représentent à titre de président et présidents des Fédérations de l'UPA de la Rive-Nord, Lévis-Bellechasse et Lotbinière-Mégantic.

Nous sommes déçus que nos méthodes de culture et d'élevage soient actuellement une pomme de discorde entre nous et les résidents des milieux ruraux et leurs représentants aux divers paliers de gouvernement. Nous souhaitons ardemment que les discussions entourant le projet de réglementation sur les bruits, les odeurs et les poussières de l'agriculture reprennent sur un ton plus propice à la recherche de solutions responsables et durables.

D'emblée et à l'instar de l'ensemble des populations rurales du Québec, nous misons sur le développement durable de nos entreprises comme de nos communautés pour assurer la pérennité de notre milieu de vie et celle de nos familles. Nous connaissons d'autant la valeur des relations de bon voisinage que notre mode de vie n'est pas exportable; notre terre, c'est un coffre d'outils essentiel.

Cependant, il nous semble qu'au cours des dernières semaines la confusion a échauffé les esprits. En effet, tout aussi désagréables que puissent être certaines odeurs ambiantes en campagne, et loin de nous l'idée de réfuter cette évidence, elles ne sauraient être considérées comme des polluants au même titre que les huiles usées ou le mazout.

Dans le même ordre d'idée, les fumiers, solides comme liquides, toutes espèces confondues, sont en agriculture une ressource et non un résidu. Et faut-il le rappeler, par rapport à l'ensemble nord-américain, les productions agricoles de la région sont diversifiées sur le territoire.

Encore aujourd'hui, avec une valeur d'actif à la ferme de plus de deux milliards \$, l'agriculture est un secteur d'activité économique majeur pour la région de Québec. Bon an mal an et à l'heure où sévit le chômage, les 4775 fermes de la région représentent 16 000 emplois directs et 34 000 emplois indirects et vendent pour plus d'un demi-milliard \$ de denrées agricoles.

La moitié des producteurs et des productrices de la région ont des fermes bovines dont la production est destinée aux produits laitiers ou aux viandes. D'une façon approximative, on peut dire qu'un quart des producteurs cultivent des végétaux:

fruits, légumes et céréales et qu'enfin, 767 de nos membres sont des éleveurs de porcs.

Alors que l'agriculture mobilise tellement d'hommes, de femmes, de capitaux et d'espace, elle ne saurait être soustraite de façon importante à l'encadrement général des activités économiques déjà assuré par les diverses dispositions législatives et réglementaires touchant le développement général de la société. En somme, il ne saurait y avoir au Québec deux classes de citoyens: les agriculteurs et les autres.

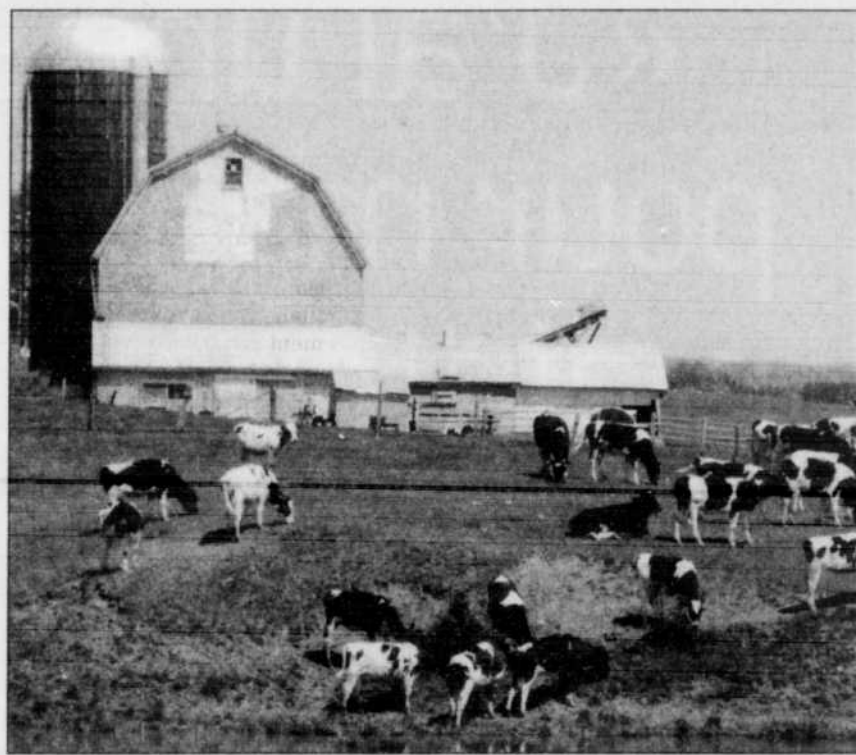
En conséquence, tous les secteurs économiques sont également responsables et obligés envers la protection et l'assainissement de l'environnement québécois. De même, toutes les entreprises et tous les citoyens irresponsables, voire délinquants doivent être poursuivis devant les tribunaux.

Notre famille compte ses moutons noirs qu'il nous tarde de voir blanchir devant la volonté des instances gouvernementales à faire respecter les lois déjà existantes. Il est impératif que justice soit faite parce que toute une classe de la société en fait actuellement les frais.

Franchement, les hommes et les femmes d'ici, qui pratiquent fièrement leur profession, sont gênés des commentaires souvent hargneux et entendus au hasard de quelques lignes ouvertes.

Si l'ensemble de la production agricole ne saurait être assimilée à quelques « mégaproductions » malodorantes, il est impératif de préparer sainement l'avenir. Hors de tout doute, il faut accélérer la marche de la classe agricole vers une agriculture durable et prospère. Pour ce faire, il faut mettre notamment le cap sur la recherche appliquée et le transfert technologique. Il faut y mettre le temps.

Par la voie du syndicalisme agricole, il est possible de hâter les choses. Aux Fédérations de l'UPA de la Rive-Nord, de Lévis-Bellechasse et Lotbinière-



Les fumiers, toutes espèces confondues, sont en agriculture une ressource, et non un résidu; et par rapport à l'ensemble nord-américain, les productions agricoles de la région sont diversifiées sur le territoire.

re-Mégantic nous menons de front quatre grandes opérations « agro-environnementales ». Depuis maintenant six ans, les productrices et producteurs de la région sont engagés dans l'expérimentation de technologies qui valorisent les engrais de ferme tout en protégeant les ressources agricoles. Toutes ces activités présentent le grand avantage de mobiliser des gens de terrain: les agricultrices et les agriculteurs eux-mêmes.

Réviser le présent pour préparer l'avenir suppose que l'État fasse son nid. L'agriculture d'aujourd'hui, incluant certaines entreprises agricoles gigantesques, ressemble grandement à celle que les élites scientifiques, universitaires, gouvernementales et même bancaires ont favorisée.

Mais pour les villageois, la véritable préoccupation environnementale demeure celle de la cohabitation dans le milieu rural. Le monde rural d'aujourd'hui n'est plus comme le monde rural ancien tout dédié à la pratique de l'agriculture et à l'exploitation des forêts.

Ce constat est récent, tant pour nous que pour l'ensemble de la société québécoise. Certes, il appelle des nouvelles façons de considérer et de gérer le territoire qui rassure les producteurs et les productrices agricoles sur le droit inaliénable à utiliser leurs terres au profit de leurs familles et de la société en général.

En contrepartie de ce droit existe celui de nos voisins de profiter des nombreux espaces verts qu'offre le milieu. Également, nous avons le devoir de léguer aux générations futures un Québec aussi vert et nourricier que possible.

Devant un tel plan de match, il n'y en aura pas de « faciles »! Le rôle de l'État devra être celui d'un mobilisateur, entre autres, des milieux scientifiques. Il devra aussi agir à titre de médiateur entre les groupes d'intérêt actifs sur le territoire dont celui des producteurs et des productrices agricoles. Ensuite et en bout de course, il agira comme conciliateur et révisera la législation et les règlements qui en découlent afin d'orienter les administrations publiques municipales dans leur choix. Il doit, pour y arriver, abandonner obligatoirement ses airs de redresseur de torts.

Les administrations publiques municipales doivent opter pour le développement des communautés. Aux bornages excessifs voire assassins des investissements agricoles, on doit substituer des règlements qui encadrent les activités. En clair, très peu de municipalités rurales ont les moyens de refuser ou d'éloigner l'agriculture.

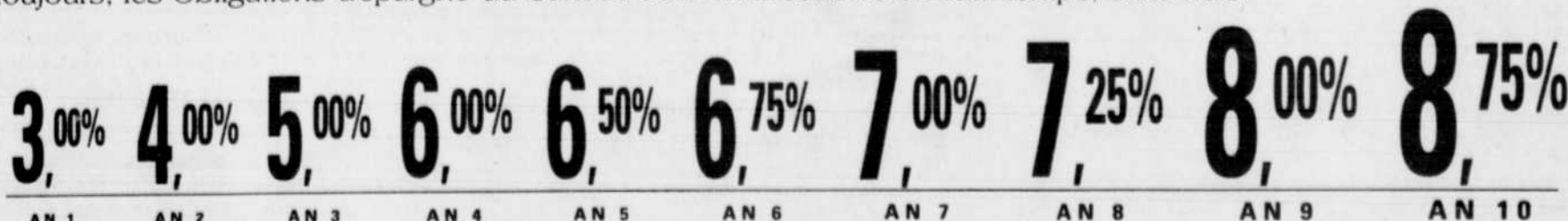
Les agricultrices et agriculteurs doivent désormais accélérer le pas vers une agriculture durable en confiant au mouvement agricole le rôle de négocier le vi-rage. Si la gestion des fumiers pose toute la question de l'intégration dans l'environnement de l'agriculture, elle pose aussi celle des seuils de rentabilité. L'avenir de l'agriculture passe également par l'ensemble des grandes politiques agricoles qui la favorisent.

En terminant, les terres agricoles sont indivisibles. Les mentalités des agricultrices et agriculteurs comme des autres ruraux sont en mutation. Le développement durable pour l'ensemble de la société québécoise est un absolu. Le civisme, en nos rangs, nous y travaillons tous les jours. L'urgence: Agir ensemble pour protéger notre avenir!

Agir ensemble pour protéger notre avenir

Taux minimums garantis pour dix ans

Des taux minimums garantis pour dix ans vous assurent que les taux affichés dans cette offre ne baisseront jamais, et qu'ils peuvent être haussés si les conditions du marché le justifient. Sur une période de 10 ans, les obligations à intérêt composé rapporteront un taux de rendement annuel composé minimum de 6,21%. Comme toujours, les Obligations d'épargne du Canada sont encaissables en tout temps, sans frais.



OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

En vente jusqu'au 1^{er} novembre. Composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site web : www.csb-oc.ca

Canada

Titres au comptoir

TORONTO - Le relevé des actions négociées au comptoir est fourni par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada sous l'autorité de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le volume comprend les transactions pour clients et les échanges entre courtiers.

Table of stock market data with columns: Titres, Vol., Haut, Bas, Fer., Chan. Includes various stock tickers and their price movements.

Suite de TORONTO

Table of stock market data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various stock tickers and their price movements.

Bourse Toronto

Multimig u 790 12.95 12.00 12.00 -1.00

Table of stock market data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various stock tickers and their price movements.

Bourses d'Asie

TOKYO (AP) - L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a fermé en baisse de 309,3 points, à 21 302,95, hier.

Table of stock market data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various stock tickers and their price movements.

Pétroles

NEW YORK (AP) - Les prix du baril de pétrole comptant, en argent US, hier.

Table of oil market data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various oil tickers and their price movements.

Métaux

LONDRES (AP) - Les prix des principaux métaux, la tonne, hier, en argent US.

Table of metal market data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various metal tickers and their price movements.

Obligations

TORONTO (PC) - Les cours étaient en hausse suivant une activité modérée, hier, sur le marché canadien des obligations.

Table of bond market data with columns: Taux, Prix Rend Chang. Includes various bond tickers and their price movements.

Bénéfices

Pressa canadienne

Table of company earnings data with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various company tickers and their earnings.

Monnaies

TORONTO (PC) - Voici les taux de devises étrangers tel que fournis hier, par la Banque de Montréal.

Table of currency exchange rates with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Fer., Chang. Includes various currency tickers and their exchange rates.

Bourse américaine

Titres Div. (100) haut bas fer. chang.

Table of US stock market data with columns: Titres, Div. (100), haut, bas, fer., chang. Includes various US stock tickers and their price movements.

« J'ai une super idée pour ma PME. Je dois maintenant trouver une banque qui comprend mes affaires. »

EN BREF

Papeteries moins rentables

Les profits des papeteries ont chuté durant le troisième trimestre. Mais les scieries ont été avantagées par la demande plus forte pour le bois de charpente.

Oubliez les baisses d'impôts

Les contribuables canadiens ne doivent pas s'attendre à une baisse appréciable de leurs impôts, soutient le ministre des Finances, Paul Martin.

BDC Banque de développement du Canada Business Development Bank of Canada. Includes a photo of a man and the BDC logo.

Dans la nouvelle économie, souplesse et ouverture d'esprit jouent un rôle des plus importants. Particulièrement pour une banque résolument tournée vers la croissance des PME.